

Guadeloupe : bilan de la grève générale au 13 mars...

dimanche 15 mars 2009, par [DOMOTA Elie](#) (Date de rédaction antérieure : 13 mars 2009).

Intervention lors du meeting au Palais de la Mutualité, Pointe à Pitre le 13 mars 2009.

Byen bonswa tout moun !

J'ai un papier en poche que je sors avec le nom des entreprises qui ont signé ces jours ci [L'accord Jacques BINO ou Accord régional interprofessionnel sur les salaires].

Nous allons communiquer les noms de certaines de ces entreprises pour apporter la preuve qu'il y avait des chefs d'entreprises et des syndicats patronaux qui s'exprimaient ; mais depuis la signature de l'accord BINO, il y a nombre d'entreprises qui ont dû signer parce que leurs travailleurs se sont mis en grève !

La liste qui suit n'est pas exhaustive, mais elle sert à montrer qu'on y trouve nombre d'entreprises adhérentes du MEDEF [Qui a quitté la table des négociations, après avoir tenté de torpiller celles-ci].

VIGILE SECURITE - JET SARL - GPS - RSP - MARSHALL SECURITE - EGSTP - DAUPHIN SECURITE - CARAIBES IMPORT - LA BRADERIE - SODEC DISTRIBUTION EDOUARD - SOPIMAT - SUPER U CHANZY - HOTEL FLEUR D'EPEE - HOTELS CARIBEA (SALACO, CLIPPER...) - MAC DONALD - LEADER PRICE - FEDREATION DU BATIMENT - SODEXHO - HOTEL ARAWAK - SUPER U LA ROCADE - MATCH - CORA - M. BRICOLAGE - ECOMAX - SOCREMA - L'ARTCHIPEL SCENE NATIONALE - CEMENTS ANTILLAIS - VIENNOISERIE PLUS - RENAULT - SOCAR - CODIMA - CADI SURGELES - SOFRIBER - CHAMPION BOISRIPEAUX...

Demain matin, les camarades de Carrefour Destrelan ont rendez vous avec Hayot, et avec Despointes pour Carrefour Millenis.

C'est une belle lutte ! Les camarades ont donc eu raison de se mobiliser dans leurs entreprises pour exiger l'application de l'accord BINO.

Nous avons entendus les propos de JEGO, et à sa suite le préfet : tous deux remettant en cause le préambule de l'accord BINO. Il y a là quelque chose d'extraordinaire !

Au moment de la rédaction du préambule, le préfet était présent ainsi que les deux médiateurs mandates par le premier ministre FILLON. Ils ont tous trois participé à la rédaction du protocole. Ils nous ont même suggéré quelques formules à y inclure.

Et voilà qu'aujourd'hui nous les entendons affirmer leur opposition à ce préambule !

Il y a une autre chose qui les gêne dans le protocole BINO. C'est ce que nous avons appelé la clause de convertibilité. On est dans la situation suivante : ils sont d'accord pour signer l'augmentation de 200 euro des bas salaires pendant 3 ans. Et je rappelle que s'agissant des entreprises de moins de 20 salariés, les patrons paieront 50 euro, les collectivités 50 euro pendant 12 mois et l'Etat 100 euro pendant 3 ans. Et au bout de 12 mois pour les collectivités et de 3 ans pour l'Etat, l'entreprise versera l'intégralité de l'augmentation. Voilà ce que prévoit l'accord BINO.

Eux [syndicats patronaux non signataires de l'accord : MEDEF - CGPME], considèrent qu'ils vont augmenter les salaires de 200 euro dans les conditions décrites plus haut ; mais qu'au bout de 3 ans ils les reprendront, ces 200 euro !

Où a-t-on déjà vu pareille chose ?!

Comment admette qu'un travailleur ayant perçu 200 euro pendant 3 ans, soit 2400 euro pendant 12 mois, puisse accepter une brusque amputation de son salaire après 3 années, en avril 2012 ?!

C'est pourquoi l'accord salarial Jacques BINO contient une clause stipulant que l'employeur prendra en charge les 200 euro au bout des 3 années.

Et tout naturellement toutes les entreprises citées plus haut sont d'accord et signent l'accord BINO. Car elles se rendent bien compte qu'il n'est pas normal qu'il y ait des gens percevant 200 euro et que dans 3 ans on puisse leur dire que « c'est fini », « vous perdez vos 200 euro mensuels de revenus » !

Nous avons bien constaté l'existence d'un certain nombre de frustrations. Notre camarade Marinette [Délégué syndical à l'usine Gardel] en a parlé plus tôt, on a ainsi entendu **M. DIEULEVEULT, Directeur de GARDEL AFFIRMER QUE JAMAIS IL NE SIGNERAIT L'ACCORD BINO !**

Mais faute de signature, l'usine n'ouvrira pas, les salariés étant en grève.

Nous avons aussi été invités à participer à la manifestation du 19 mars à Paris ! Un camarade du LKP s'y rendra et défilera au nom du LKP.

Pour bien montrer qu'il y a de la solidarité, il y a beaucoup de solidarité chez les travailleurs. Pour dire aussi que de très nombreux travailleurs de France nous aident spontanément en nous envoyant par chèque ou mandat de l'argent. Ils nous disent enfin de ne pas lâcher ce combat car nous avons raison de nous battre ; que notre lutte est juste ; et que cela leur donne plus de force pour qu'ils puissent eux aussi se battre !

Nous disons aussi qu'il y a des camarades qui sont toujours en grève, des camarades de la BRINK'S, de TOP ONE SECURITE, de l'AEROPORT... Il y a des camarades qui n'ont pas encore signé, ceux de CARREFOUR, de MILENIS, de la concession TOYOTA, et de tous les autres concessionnaires automobiles. Il y a beaucoup de camarades en grève.

Ce que nous vous demandons, c'est de leur apporter votre soutien.

Car le combat est rude ; surtout quand vous avez en face les HAYOT, les DESPOINTES, qui ne veulent rien entendre, qui ne veulent rien lâcher ! Ils ont l'argent, ils peuvent payer l'augmentation ! Mais ils refusent que des petits nègres leur réclame une augmentation.

Et c'est pourquoi nous nous devons d'être très fermes dans tout ce que nous disons et dans tout ce que nous faisons !

Ces messieurs pensent pouvoir venir faire ce que bon leur semble ici : ils doivent bien comprendre qu'on n'est plus au 16^e ni au 17^e ni au 18^e siècle ! Que c'est fini ! Que dorénavant, dans tout ce qu'ils font, ils devront compter avec nous ! Sinon, ils ne le feront pas, dans ce petit pays de Guadeloupe !

La grève générale est suspendue, et il y a peut-être quelques nostalgiques. Mais nous avons un certain nombre de tâches à réaliser, de choses à continuer à faire ensemble. Et assurément, dans les jours à venir, nous demanderons aux travailleurs, aux Guadeloupéens, à tous les travailleurs de tous les pays présents depuis le 20 janvier et présents ce soir, de continuer à se rassembler ici, devant notre BIK au Palais de la Mutualité. Car nous continuerons les meetings et prises de paroles, nous continuerons les réunions d'information, nous continuerons à nourrir notre conscience, nous continuerons à discuter entre nous et à échanger... Pour que notre mouvement ne s'arrête pas, pour faire vivre tout ce que nous avons mis en place.

Parce que c'est ce qui se produit souvent : nous atteignons les sommets, ensuite nous nous endormons, nous oublions... Mais ce coup ci nous ne devons pas oublier, nous devons continuer à travailler ensemble !

Et ce travail, nous devons le poursuivre dans les communes, dans les sections, dans les quartiers. C'est pourquoi nous invitons tous les camarades, à entamer des discussions avec les voisins, les familles, et les amis pour décider ensemble de mettre en place des comités LKP dans toutes les communes.

Dans toutes les communes, car il y a problèmes partout ! A Basse-Terre, à Saint-François... montons des comités LKP pour fédérer la Guadeloupe en comités LKP pour péyi déliyané pèyi la !

Cela signifie que nous avons beaucoup de réunions à organiser pour écouter les gens. Car on ne peut imaginer le nombre de propositions qui sont faites ! Il y a des gens qui nous font part de leurs problèmes, d'autres qui viennent exposer leurs problèmes... Mais il y a beaucoup de monde qui vient nous trouver avec des idées : des idées à concrétiser ; des idées dont la réalisation nécessite des financements, des idées de création d'activités, des idées pour développer la production...

C'est ce dont nous avons besoin !!!

Aussi, Jean Marie NOMERTIN en a déjà parlé, cette petite somme de 200 euro que nous venons d'arracher, eh bien cet argent là, n'allons surtout pas la jouer au Loto, n'allons pas la gaspiller chez HAYOT...

Faisons en sorte de développer la production locale, faisons plus souvent un petit tour au marché - même si des fois il nous arrive de penser ou constater que les denrées sont un peu cher, mais eux aussi vendront moins cher, faisons leur confiance... Faisons en sorte d'acheter notre poisson, de nous tourner vers la production locale...

Pour que justement ces 200 euro servent à développer la production locale, à développer l'emploi.

Car c'est ce que nous leur avons répondu quand ils nous ont affirmé vouloir encore créer plusieurs milliers de contrats aidés. Tout le monde peut bien voir les problèmes générés dans les communes par ces contrats aidés. Nous ne disons pas aux gens de ne pas accepter un contrat aidé, de ne pas en faire ; car quand on cherche du travail dans un pays ayant un taux de chômage de plus de 40%, on prend ce que l'on trouve.

Mais aujourd'hui on se rend bien compte que ces contrats aidés sont devenus un outil aux mains des

politiques. Un outil pour soit disant faire baisser le chômage ; mais dans le même temps, un outil pour préparer et remporter les élections ! Car comme par hasard, quand un administré rencontre un problème d'emploi : contrat aidé ! Et quand vient la période des élections : contrats aidés !

Et c'est bien à cela qu'ils servent !

Nous devons aujourd'hui nous battre pour le développement de véritables contrats de travail ; car on ne peut pas former un projet de vie avec un contrat aidé, même si ce dernier vous aide pendant un petit moment.

Et pour conclure, camarades, trop longtemps ils nous ont fait croire que tout ce qui venait de l'extérieur était meilleur que ce que nous produisions, que ce qui existait chez nous. Ainsi, le nombre de Mac DONALD implantés dans la région pointoise (Pointe-à-Pitre - Aymes - Baie-Mahault - Gosier) est impressionnant ! Cela signifie que nous avons un gros effort à faire pour habituer nos enfants à nos propres aliments ; et pour nous mêmes nous (ré)habituer à nos propres aliments.

Pour finir, je le redis, dans les jours, semaines et mois à venir nous devons nous retrouver ici même au moins une fois par mois, dans des bik a pawol, pour continuer à échanger et à discuter entre nous...

Afin ansanm ansanm de voir ce que nous faisons avec ce pays, parce que c'est notre pays !

Ansanm nou ka lité ! Ansanm nou ké gannyé ! Ansanm nou ka lité ! Ansanm nou ké gannyé !
Jou nou ké mète a jounou... Péké vwè jou !

Elie DOMOTA
